PrÉsidence

de la Paris, le 28 juillet 2014

République

NOTE

à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : questions d’actualité SIG***

1. **Autorisation ou interdiction des manifestations : la position du gouvernement, sans doute jugée complexe, fait l’objet d’un soutien partagé.**

* La question ne portait pas cette semaine, comme les deux dernières mesures, sur l’approbation d’une décision d’interdiction (qui avait culminé à 62% après les images de violences) ; mais sur le **jugement de la position la position d’ensemble du gouvernement qui « *en raison des risques de violences, en a autorisé certaines et interdit d’autres* »**.

**Les résultats sont plus mitigés : 50% pensent que le gouvernement a eu « *raison d’agir de cette façon* »**, contre 46% non. 55% de la gauche soutient le gouvernement (sauf la gauche radicale, qui désapprouve à 54%), ainsi que 53% de la droite modérée (49% l’UDI, et 58% l’UMP). En revanche le FN, qui approuvait l’interdiction des manifestations de manière quasi-unanime, désapprouve la position gouvernementale (dénonçant peut-être un manque de fermeté face aux casseurs) à 63%.

Eu égard au fort taux d’approbation mesuré en milieu de semaine, il est probable que ce résultat soit moins le signe d’un regain de soutien aux manifestants que celui d’un déficit de compréhension vis à vis d’une position qui peut sembler complexe, dans un contexte où, lorsqu’il s’agit d’ordre public, les Français penchent en général pour des positions fermes.

1. **L’action du Premier ministre pour lutter contre l’antisémitisme, le racisme ou les discriminations est vue comme dans l’ensemble équilibrée - voire pour certains insuffisante.**

* S’agissant de la lutte contre **l’antisémitisme**, 41% jugent qu’il agit « *comme il faut* », et 36% qu’il n’en fait « *pas assez* » (dont 42% des CSP-). Les 20% jugeant qu’il en fait « *trop* » sont essentiellement les plus jeunes (24% des moins de 35 ans). A l’inverse, 12% seulement des sympathisants socialistes estiment qu’il en fait trop.
* **Les jugements sont globalement similaires concernant le racisme et les discriminations**. Dans la lutte contre le **racisme**, le Premier ministre est jugé comme agissant « *comme il faut* » par 39% des français, et n’en faisant « *pas assez* » par 42%. 17% pensent qu’il en fait « *trop* », dont 22% des sympathisants de droite et 33% de ceux du FN.

Enfin, 43% jugent qu’il n’en fait « *pas assez* » dans la lutte contre les **discriminations**, et 38% qu’il agit « *comme il faut* ». 16% pensent qu’il en fait « *trop* », dont 22% des sympathisants de droite et 25% de ceux du FN.

1. **Réduction des dépenses de l’Etat : la simplification des démarches administratives et la réduction du nombre de fonctionnaires sont les pistes les plus crédibles pour les français, dans un contexte où une majorité continue à douter des efforts entrepris.**

* Différentes mesures ont été testées quant à leur **« *efficacité pour réduire les dépenses de l’Etat* »** :
* **« *La* *simplification des démarches et procédures administratives* » est perçue comme la plus efficace**: 61% des Français la jugent ainsi, dont 66% des plus jeunes, 69% des CSP+ (contre 58% des CSP-). A noter le soutien important de la droite : 57%.
* **« *La réduction du nombre de fonctionnaires* » est également vue comme efficace** par une nette majorité (55%). Si les CSP+ l’approuvent à 59%, les CSP- sont plus sceptiques (51% ne la jugent pas efficace). La droite y croit davantage (56% la jugent efficace) que la gauche (51%, dont 45% à la gauche radicale, et 55% dans la majorité) et le FN (51%).
* **En revanche, ni « *la réforme territoriale* » ni celle « *du système de santé* » ne sont perçues comme efficaces :** 37% et 33% respectivement.

Seuls les électeurs de 2012 de F. Hollande (56%) et de F. Bayrou (51%) sont une majorité à juger la réforme territoriale efficace en matière de réduction des dépenses. Il s’agit d’un risque potentiel pour le soutien à la réforme, qui était motivé en premier lieu par les économies attendues - pourraient être progressivement mises en avant les attentes en termes de simplification, qui paraissent plus crédibles.

S’agissant de la réforme du système de santé, même les sympathisants socialistes (38%) et électeurs de F. Bayrou (42%) ne la jugent pas efficace - sans doute y a-t-il aussi là une réticence à voir les prestations de santé coupées, qui sont en général, avec les retraites, celles pour lesquelles les Français sont le moins prêts à consentir des efforts.

* Ces résultats doivent se lire **dans un contexte où 60% des Français estiment que « *ces réformes et mesures ne vont pas dans le bon sens pour faire des économies budgétaires* »** (contre 40%). A gauche, seulement 50% jugent que ces mesures vont « *dans le bon sens* » - dont 32% de la gauche radicale, et 59% des sympathisants de la majorité. Si le centre les juge positivement (53% des sympathisants Bayrou, et 51% UDI), 67% des sympathisants UMP et 79% du FN jugent qu’elles ne vont « *pas dans le bon sens* ».

On retrouve, sous une autre forme, l’incrédulité partagée dans l’opinion face à la volonté du gouvernement d’engager réellement des réformes et de faire des économies : 85% des Français avaient ainsi le sentiment que « *l’Etat ne fait pas suffisamment d’efforts pour réduire ses dépenses* » (sondage Ifop / Atlantico la semaine dernière).

Il pourrait dans ce contexte être difficile de crédibiliser les efforts effectués en s’appuyant uniquement sur ces mesures, même si la communication portée sur la simplification et la réduction des effectifs dans la fonction publique pourrait être entendue.

1. **Jugements sur le pacte républicain.**

* Une série de questions visaient à tester le jugement des Français sur les principes du Pacte républicain. Il en ressort :
* **Le besoin très fort d’un sentiment d’appartenance nationale**. 75% des Français, tous âges et CSP confondus, se disent en effet « *d’accord* » avec l’affirmation : « *en France, on est d’abord citoyen Français avant d’appartenir à une communauté particulière* ».
* **L’attachement au mérite, au travail et au rôle de l’école**. 68% des Français approuvent ainsi l’idée que « *le travail et le mérite permettent de grimper l’échelle sociale* » (et 83% des électeurs de N. Sarkozy - mais seulement 60% des catégories populaires) ; et 54% que « *l’école donne la même chance à tous les élèves* » (50% des CSP-).
* **Mais des doutes sur la réalisation de certaines de ces aspirations, couplés à un sentiment que le progrès pour les générations suivantes s’éloigne et que les inégalités augmentent**. Ainsi, 54% se disent d’accord avec l’idée que « *le système français permet d’assurer une solidarité entre les générations* » (approbation de 63% des sympathisants de la majorité, qui tombe à 35% pour les sympathisants FN) ; mais seulement 31% avec l’affirmation que « *en France, chaque nouvelle génération vit mieux que la précédente* » (avec un clivage très net au moment de l’entrée et de la sortie de la vie active : 38% des moins de 24 ans et 44% des plus de 65 ans y croient ; contre seulement 25% des 25-64 ans).

De même, 41% pensent que « *en France, on a les mêmes chances de réussir quelle que soit sa couleur de peau* » et 38% que l’on a « *les mêmes chances de réussir quelles que soient ses origines sociales* » (ceux qui n’ont pas le bac se montrant paradoxalement beaucoup plus ouverts à cette affirmation - 45% - que ceux qui l’ont - 25%, paraissant davantage désillusionnés sur l’utilité des études).

Enfin, seuls 33% se disent d’accord avec l’idée que « *le système français permet d’atténuer les inégalités en redistribuant les richesses* » - dont seulement 28% des catégories populaires, et 16% des sympathisants FN, pour qui les inégalités est un thème très fort.

* **Un travail de recoupement de ces données mériterait d’être mené pour en préciser certaines**. La formulation choisie (« *êtes-vous d’accord avec l’affirmation : en France, etc.* ») laisse en effet planer un **doute sur la compréhension de la question : les sondés ont-ils livré leurs aspirations pour le pays** (« *en France, …* ») **ou leurs perceptions de la réalité actuelle ?**

Ainsi si 75% des Français se disent d’accord avec l’idée « *en France, on est d’abord citoyen Français avant d’appartenir à une communauté*» ; seuls 44% jugent que « *les différents groupes qui composent la société française vivent séparés* » contre 54% « *ensemble* » (questions d’actualité de la semaine dernière).

De même, 68% des Français approuvent l’affirmation « *le travail et le mérite permettent de grimper l’échelle sociale* » mais ¼ jugeaient, dans des baromètres du SIG de l’année passée, que le gouvernement défendait bien cette valeur, et 34% qu’il défendait bien le mérite. Ils n’étaient également que 41% en octobre dernier (baromètre de la rentrée Ipsos pour le MEN) à juger que « *le système éducatif fonctionne plutôt bien concernant la résorption des inégalités sociales* » là où 54% se disent d’accord avec la phrase : « *l’école donne la même chance à tous les élèves* ».

Ce travail de précision des jugements des Français sur les principes du Pacte républicain pourrait également d’être confronté, avec le SIG, aux analyses qualitatives qui auraient pu être faites dans ce domaine.

1. **Mémorisation de l’actualité.**

* Enfin ont été communiquées cette semaine les tests de mémorisations de l’actualité (réponses à la question ouverte « *Qu’est-ce qui vous a le plus marqué la semaine dernière dans l’actualité politique ?* »). Il en ressort :
* une semaine clairement dominée par le **conflit israélo-palestinien** (22% de citations, +8 en une semaine). Les **manifestations**, invisibles la semaine dernière (terrain vendredi/samedi), sont également marquantes (14% de citations) ; de même que le **positionnement du gouvernement sur le conflit** (5% de citations).
* sans surprise, les **crash aériens** constituent la 2ème actualité importante de la semaine (19% de citations).
* la **réforme territoriale** perd légèrement en visibilité (4% de citations, -2).
* se manière cohérente avec la faible couverture média, les **chiffres du chômage** sont peu retenus (2%).
* à noter que le **projet de loi immigration** n’est pas du tout cité par les Français cette semaine.
* Le nuage de mots ci-dessous est constitué à partir des réponses spontanées :



Adrien ABECASSIS